

Service de presse

**DISCOURS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE A L'OCCASION DE
L'OUVERTURE DE LA SEMAINE DES AMBASSADEURS.**

Elysée – Mardi 25 août 2015

Monsieur le Premier ministre,

Monsieur le ministre des Affaires étrangères,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames, Messieurs les parlementaires, Mesdames, Messieurs les ambassadeurs,

La France se prépare à accueillir la Conférence sur le climat et c'est le sujet qui anime vos travaux depuis lundi. Ce sera un événement majeur, il nous mobilise pleinement au plus haut niveau de l'Etat, mais aussi toutes les administrations, tous les acteurs publics et également tous les acteurs qui ont une responsabilité et ils sont nombreux.

Nous avons le devoir de réussir parce que c'est un enjeu mondial, parce que c'est la France qui est le pays hôte de ce grand rendez-vous. Une fois encore notre diplomatie sous l'autorité de Laurent FABIUS est à l'initiative. Une fois encore notre pays par sa place, par son rôle, par son influence, est chargé de prendre part à une négociation décisive pour l'avenir de la planète.

Mais la planète, elle n'est pas seulement menacée par le réchauffement climatique, elle est confrontée à un terrorisme qui n'a jamais atteint ce niveau de barbarie, ni cette gravité depuis des décennies.

Notre pays a lui-même été frappé en janvier dernier. Il a su réagir avec sang froid dans l'unité et il a été le bénéficiaire dans cette tragédie d'une solidarité internationale exceptionnelle parce que la France représente pour le monde entier la liberté.

Nous sommes toujours exposés et l'agression qui s'est produite vendredi dans le Thalys Amsterdam-Paris qui aurait pu dégénérer dans un carnage monstrueux sans le courage de plusieurs passagers, notamment de militaires américains, que j'ai distingués hier, cette

agression est une nouvelle preuve que nous devons nous préparer à d'autres assauts et donc nous protéger.

Notre sécurité se joue d'abord à l'intérieur de nos frontières. C'est ce qui nous a conduits à décider l'opération Sentinelle qui mobilise, en plus des policiers, des gendarmes, 7 000 soldats. C'est ce qui justifie le renforcement des effectifs des services de renseignement et la modernisation de notre législation pour mieux agir dans le respect des libertés.

C'est également nécessaire pour affronter les combattants étrangers et repérer, identifier, suivre les individus liés à la mouvance fondamentaliste.

Notre sécurité se joue aussi à l'extérieur de nos frontières. Daech est le plus grand danger. Cette organisation contrôle un vaste territoire, en Syrie, en Irak, dispose de ressources importantes liées à des trafics de toutes sortes, à des ramifications sur l'ensemble du globe. Cette organisation enrôle, endoctrine, encadre pour tuer à une plus grande échelle.

Les musulmans sont ses premières victimes en Irak, en Syrie, au Koweït, en Lybie, mais les minorités sont systématiquement pourchassées et martyrisées. C'est la raison pour laquelle j'ouvrirai dans quelques jours la Conférence sur les chrétiens d'Orient et les victimes religieuses et ethniques, organisée à Paris par Laurent FABIUS.

Daech détruit aussi les biens communs de l'humanité, à Palmyre, l'ancien directeur du site archéologique a été sauvagement décapité et dimanche dernier le temple de Baalshamin a été réduit en poussière.

C'est la même intention, effacer toutes les traces de l'humanité, terroriser par les images, par les actes de terreur et d'horreur, montrer qu'il n'y a aucune limite à la barbarie. Là aussi, nous devons agir : dix ans après la signature de la convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle, j'ai décidé de confier au président du Louvre, Jean-Luc MARTINEZ, une mission sur la protection des biens culturels dans les conflits armés.

La France prendra toutes les initiatives nécessaires pour mieux protéger les œuvres et les sites et lutter aussi contre les trafics qui nourrissent le financement du terrorisme car derrière les destructions des sites culturels, il y a aussi un commerce qui suppose qu'il y ait des acheteurs, s'il y a des vendeurs.

En Afrique, le terrorisme a pris le nom de Boko Haram. Il fait par ses exactions, par ses attentats suicides de nombreuses victimes, 10 000 depuis le début de l'année. Il y en avait eu 14 000 l'année dernière, des femmes, des enfants le plus souvent. Tous les pays de la région sont concernés, le Nigéria d'abord, le Cameroun, le Tchad, le Niger et nous leur devons une solidarité sans faille parce que ce sont des pays amis et parce qu'il en va aussi de l'équilibre de toute l'Afrique de l'Ouest.

Dans quelques jours, je recevrai le nouveau Président nigérian BUHARI et je lui confirmerai que la France est prête à réunir tous les acteurs de la lutte contre Boko Haram comme nous l'avions fait il y a un an. Il s'agit de coordonner nos services, d'échanger nos informations, mais également de pouvoir agir communément dans la région. Le ministre de la Défense est suffisamment alerté de cette question pour savoir ce que nous avons à faire.

L'intervention au Mali a été une démonstration. Oui, il est possible avec l'aide de l'Union africaine, des pays européens, de l'ONU, de faire reculer le terrorisme. Sous une forme différente, nous poursuivons avec l'opération Barkhane les mêmes objectifs, faire reculer le terrorisme.

Mais nous appelons plus que jamais les Africains à la constitution d'une force d'intervention aussi rapide que possible. Nous sommes prêts à l'appuyer, à la soutenir, à la former et avec les pays européens, pour une part aussi à la financer.

De même, nous mesurons l'enjeu que représente la Tunisie. C'est là qu'est né le Printemps arabe. C'est là qu'est menée une transition démocratique exemplaire et c'est là que le terrorisme a frappé aussi, au Bardo et à Sousse, pour priver ce pays ami des ressources touristiques qui sont indispensables à son économie.

J'ai donc appelé les pays européens à aller encore plus loin que le partenariat de Deauville et à lui donner une dimension sécuritaire car nous ne pouvons pas laisser seul ce pays devant un ennemi qui est aussi le nôtre.

Face au terrorisme le recours à la force est nécessaire, c'est ce qui m'a conduit à solliciter nos forces armées pour le Mali, et à prendre part à la coalition en Irak.

Le niveau élevé de la menace qui ne veut pas baisser de sitôt, nous a conduit également à revoir la loi de programmation militaire, de consacrer encore davantage de moyens, y compris dans cette période de contraintes budgétaires. Et de faire en sorte que nous puissions doter de matériels et aussi de moyens humains nos forces armées pour une durée longue.

Parce que pour que la France soit toujours à l'initiative, il faut deux conditions. Prendre les responsabilités lorsque la situation l'exige et avoir les capacités. On peut vouloir mais si on ne peut plus, quel est alors le sens de l'action politique ou de la parole publique ? Il nous faut donc avoir les moyens de notre responsabilité.

Mais en même temps l'engagement militaire ne sera jamais à lui seul suffisant, car le terrorisme se nourrit du chaos politique. Ainsi il revient à notre diplomatie de trouver des voies de sortie aux crises que nous connaissons.

En Syrie, le monde a mis beaucoup de temps à réagir, trop de temps. A l'été 2012 la France avait donné l'alerte, et s'était d'ailleurs dès le départ, déclarée en soutien de l'opposition

syrienne. J'étais même le premier à la considérer comme la seule représentante légitime du peuple syrien.

Un an plus tard, nous étions prêts à punir un régime qui avait utilisé, il n'y avait aucun doute là-dessus, des armes chimiques contre sa population. L'inaction de la communauté internationale, après qu'une ligne rouge a été délibérément franchie, a coûté cher, très cher, Daech, qui n'existait pas alors sous cette forme, en Syrie, s'est installé, et Bachar EL-ASSAD a continué à massacrer son peuple, il en donne encore, hélas, quelques illustrations.

Que devons-nous faire ? Nous devons réduire les emprises terroristes sans préserver ASSAD, car les deux ont partie liée, et en même temps il nous faut chercher une transition politique en Syrie, c'est une nécessité. Le Conseil de sécurité l'a reconnu en adoptant la semaine dernière une déclaration, c'était la première depuis 2 ans. Elle va dans la bonne direction et c'est un pas important. La Russie s'y est associée, et un dialogue peut donc être engagé. Il faut en fixer les conditions.

La première c'est la neutralisation de Bachar EL-ASSAD, la seconde c'est d'offrir des garanties solides à toutes les forces de l'opposition modérée, notamment sunnite et kurde, et de préserver les structures étatiques et l'unité de la Syrie. Enfin, la dernière condition, sans doute celle qui sera décisive, c'est de mêler toutes les parties prenantes à la solution. Je pense aux pays du Golfe. Je pense aussi à l'Iran. Je pense à la Turquie, qui doit s'impliquer dans la lutte contre Daech, et engager, ou plutôt reprendre, le dialogue avec les Kurdes.

J'appelle sur cette grande question, qui a eu un rôle important ces derniers mois, à une prise de conscience générale. Le terrorisme menace tous les acteurs de la région, pas simplement quelques-uns, mais toutes les puissances et le règlement de la crise syrienne exige la participation de tous. La France est prête à y prendre sa part.

Nous continuerons d'ici là à aider l'opposition syrienne, celle que nous considérons comme modérée, et à participer à la coalition en Irak, mais en veillant à améliorer son efficacité, car il ne peut pas être question d'engager des forces, d'assurer une présence, si nous ne sommes pas sûrs des objectifs et des moyens pour les atteindre.

Nous soutiendrons également les réformes conduites par le Premier ministre irakien ABADI pour renforcer les institutions, garder une structure étatique, l'unité de l'Irak, et rassembler toutes les communautés. Bref, faire ce qui n'a pas été fait il y a quelques années en Libye, et que nous payons aussi à un prix élevé faute d'avoir réussi à consolider un Etat, après une intervention armée qui était nécessaire. La Libye est un vaste territoire aujourd'hui doté de ressources, elles n'ont pas disparu, elles sont prélevées, et à des fins qui ne sont pas toutes pour le développement du pays, c'est le moins que l'on puisse dire, et c'est un pays qui est livré au plus grand désordre, et qui a cette particularité d'avoir deux gouvernements. Ce qui fait au moins un de trop.

Je soutiens les efforts du représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies pour aboutir à la formation d'un gouvernement d'union nationale qui puisse, avec l'appui de la communauté internationale, isoler les groupes extrémistes, sécuriser le territoire, contrôler les mouvements de population et lutter contre les trafics de toutes sortes.

En ce qui concerne les mouvements de population, les crises migratoires ont atteint un niveau qui n'a pas d'équivalent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ces mouvements migratoires, ces afflux de réfugiés, qui concernent l'Europe, mais pas seulement l'Europe, sont les tragiques conséquences des conflits qui s'accumulent. Si l'on regarde avec précision ce qui est en cause, ce sont des Syriens, des Irakiens, qui ont fui, et qui se sont réfugiés, dans un premier temps, dans les pays de la région. Le Liban, la Jordanie, la Turquie, font face à l'arrivée d'au moins 5 millions de réfugiés. Je n'oublie pas ce qui existe aussi, et qui est une désolation, en Erythrée, au Soudan, en Somalie, qui amplifie les migrations, elles-mêmes facilitées par le chaos libyen. Ainsi, plus de 350.000 entrées irrégulières dans l'espace de Schengen, au cours de ces derniers mois, ont été constatées. Il est même très difficile de connaître la réalité des chiffres.

L'Allemagne annonce, pour sa part, 800.000 réfugiés en un an. On dit que c'est une situation exceptionnelle, elle l'est. Exceptionnelle par son ampleur, exceptionnelle par sa gravité, exceptionnelle par ses conséquences et les tensions qui existent. On voit de nouveau en Europe des murs s'ériger, des blindés être mobilisés, des barbelés être posés, des centres d'accueil de réfugiés être attaqués, voilà ce qu'est aujourd'hui la situation, et elle a, hélas, tous les risques de durer compte tenu des conflits qui sont en cause.

Alors, certains voudraient nous faire croire que le rétablissement des frontières nationales serait une solution miracle, c'est une supercherie. Mais elle peut, à un moment, faire illusion. La France doit agir au niveau européen et au niveau international, avec humanité, pour ce qui concerne les personnes qui fuient des crises, des guerres, mais également avec fermeté, pour ne pas confondre toutes les migrations. Nous devons répondre aux urgences humanitaires, il y en a, organiser l'accueil, assumer nos obligations en matière d'asile, mais aussi raccompagner les migrants déboutés et lutter contre toutes les filières criminelles de passeurs.

L'Europe, non sans mal, a pris des décisions au mois de juin dernier, pour assurer le sauvetage des migrants sur la Méditerranée. Il y a eu une certaine efficacité, qui a d'ailleurs conduit de plus en plus de migrants à aller traverser la Méditerranée, et hélas de plus en plus de passeurs, aussi, y compris en laissant leurs embarcations et les familles qui y étaient réfugiées dans le risque le plus absolu pour leur vie.

Aujourd'hui les disparités entre les pratiques nationales d'accueil créent des déséquilibres pour les pays confrontés à des arrivées massives. Nous connaissons ces pays, l'Italie, la Grèce. Elles constituent également des déséquilibres pour les pays qui accueillent une grande part des réfugiés, ou qui doivent, comme la France, gérer des situations créées aux frontières de Schengen, comme à Calais.

Avec l'Allemagne nous faisons des propositions pour que l'Europe apporte des réponses qui soient à la hauteur de la question qui nous est posée. Les ministres de l'Intérieur français et allemand ont travaillé pour élaborer un certain nombre de recommandations. J'en ai discuté hier avec la Chancelière MERKEL à Berlin et nous avons fait un certain nombre de propositions à nos partenaires.

Nous voulons d'abord accélérer la mise en place des centres d'accueil en Italie et en Grèce, qui auront comme mission, qui ont comme obligation d'ailleurs, de faire la distinction entre les demandeurs d'asile, qui doivent être enregistrés, et les migrants qui viennent pour d'autres objectifs, mais qui ne peuvent pas être acceptés en l'état.

Deuxième proposition, nous devons veiller à une répartition équitable des réfugiés, et il y a des pays qui se refusent, aujourd'hui, à en accueillir, en Europe.

Nous devons également raccompagner dans la dignité les personnes qui sont entrées de façon illégale, c'est la condition pour l'effectivité de nos règles, y compris pour protéger les réfugiés et les demandeurs d'asile.

Nous devons enfin avoir un système unifié d'asile avec des délais raccourcis, une harmonisation des règles, des prestations, et nous devons aussi, entre Européens, établir une liste commune des pays sûrs, car il y a des pays qui ne relèvent pas des conditions qui justifient le droit d'asile. Nous devons nous donner des moyens mutualisés pour lutter contre les filières de passeurs, et enfin, avec l'Agence Frontex, il est nécessaire de mettre en place des gardes-frontières européens.

Sur la base de ces propositions, qui sont à la fois dignes par rapport à ce que sont nos obligations, et en même temps fermes par rapport au risque qui est généré par cette situation, ces propositions devront faire l'objet d'un Conseil européen, et pouvoir ensuite être mises en œuvre dans un délai rapide.

La solution passe aussi par une politique active de développement, ce sera à l'ordre du jour d'un Sommet que nous avons voulu entre l'Europe et l'Afrique, qui se tiendra en novembre à Malte. La France veut que nous puissions, comme le propose la Commission européenne créer des fonds : pour le Sahel, il s'agit d'un milliard d'euros, afin d'appuyer les économies des régions touchées par les migrations et de permettre à la jeunesse de ces régions de rester sur place.

Cette question des migrations peut opposer le Nord et le Sud, au-delà des tensions que cette question peut générer en Europe, dans chacun de nos pays, au risque de nous déséquilibrer gravement. Alors nous devons écarter ce risque. Nous devons travailler à un développement commun, à la formation des personnels, à la mise aux normes énergétiques de l'Afrique, à la croissance, à la sécurité.

La France, qui a des liens solides et amicaux avec l'Afrique, doit en prendre l'initiative en lien avec ses partenaires européens. C'est ce que nous allons proposer.

De la même manière, la France ne ménage aucun de ses efforts pour la paix. Il y a encore quelques semaines, la grande interrogation qui pouvait être posée à l'ensemble des diplomates, était de savoir s'il serait possible de conclure un accord avec l'Iran, pour éviter la prolifération de l'arme nucléaire.

Il y a eu cet accord. Et nous considérons que c'est une avancée. La France a veillé à fixer les conditions qui garantissent la solidité du compromis notamment sur deux points, qui, pour nous, étaient majeurs : les contrôles et les vérifications, d'une part, et la levée des sanctions d'autre part, forcément conditionnée à l'exécution même des obligations de l'Iran.

Est-ce que cette crise est définitivement derrière nous ? Nous le verrons bien. Nous devons nous en assurer, mais il est clair que par rapport à ce qui était regardé comme une menace majeure il y a quelques mois, elle a été pour l'instant conjurée. Je réaffirme ici tout mon soutien à cet accord, et mon souhait qu'il puisse être rapidement mis en œuvre par toutes les parties.

Une nouvelle relation avec l'Iran est possible, elle suscite des espoirs, qui ne doivent pas se transformer en illusions ou en innocence. Le mot « innocence » d'ailleurs pouvant être mal compris. Il y en a qui se précipitent, nous devons, nous, faire en sorte que notre relation bilatérale puisse être de nouveau engagée, et nous devons aussi demander à l'Iran de s'associer à la résolution des crises, qui ravagent la région.

Je l'avais dit au président ROHANI quand je l'ai rencontré pour la première fois, au lendemain de son élection : pour qu'il puisse y avoir un accord, il faut que, non seulement, l'Iran renonce à l'arme nucléaire, mais qu'en plus, l'Iran puisse être un acteur constructif, comme sa place, son histoire, sa culture le justifient dans la région. C'est le sens du dialogue que j'ai proposé au président ROHANI.

Avec l'Arabie Saoudite et tous les Etats du Conseil de coopération du Golfe, nous avons établi une relation de grande confiance, comme en témoigne ma participation comme invité d'honneur à la réunion qu'ils ont organisée en mai dernier. La France a également fait le choix de considérer l'Egypte comme un acteur majeur au Proche-Orient.

Sa stabilité est essentielle, l'Egypte attend beaucoup de la France. J'en ai eu une nouvelle confirmation lors de l'inauguration de la nouvelle voie du Canal de Suez.

Toutes ces marques de considération, venant de pays très différents, parfois opposés les uns les autres, à l'égard de notre pays, sont le résultat de la politique que nous avons engagée depuis trois ans. Elle nous confère, cette reconnaissance, une responsabilité au Moyen-Orient, et donc d'agir pour que le processus de paix au Proche-Orient puisse être de nouveau notre horizon. Il n'y a pas d'alternative à la solution des deux Etats.

L'enlèvement d'Oslo n'a produit qu'un enchaînement de crises et de violences, comme l'an dernier à Gaza ou comme il y a quelques semaines, des actes inqualifiables qui ont entraînés la mort tragique d'un enfant en Cisjordanie. Le statu quo n'est pas seulement insupportable, il est dangereux, il fait le jeu des extrêmes. La France s'efforce alors de préserver un espace pour la paix. C'est le sens de notre proposition, d'élargir le champ de la responsabilité internationale par un groupe de soutien qui comprendrait le Quartet, les Etats-Unis, la Russie, l'Union européenne et l'ONU, aussi les pays arabes et les pays européens qui voudraient s'investir dans ce processus.

C'est aussi le sens de notre action aux Nations Unies. L'objectif, est d'amener les deux parties à faire les compromis nécessaires pour que la négociation puisse reprendre et aboutir. La guerre, oui, la guerre, que nous pensions loin de l'Europe, s'est également rapprochée de nos frontières. C'est ce qui s'est produit en Ukraine au cours des derniers mois. Nous devons garder à l'esprit les leçons de l'histoire. Lorsque les fondements même de la sécurité collective sont remis en cause, une réponse rapide et ferme doit être apportée.

C'est ce que nous avons fait avec la Chancelière MERKEL, pour éviter que ne dégénère la crise ukrainienne. Tout a commencé le 6 juin, sur les plages du Débarquement. C'est là que nous avons conçu le « format Normandie ». C'est ce « format Normandie » qui a permis de conclure – une nuit a été nécessaire – les accords de Minsk en février dernier.

Cela a permis de sauver des vies, pas toutes, il y a encore eu des victimes ces derniers mois, et de définir un chemin. Il faut cependant être lucide, le cessez-le-feu n'est pas entièrement respecté, le retrait des armes lourdes n'a pas été accompli dans son intégralité, les conditions de vie des populations ukrainiennes sont dramatiques, à l'Est comme à l'Ouest. La mise en œuvre des mesures de Minsk doit absolument être accélérée.

C'était l'objet de la réunion que nous avons eue hier à Berlin, avec la Chancelière et le Président ukrainien POROCHENKO. L'objectif est de pouvoir organiser des élections à l'Est de l'Ukraine, tel que cela est prévu dans les accords de Minsk. J'aurai à m'entretenir avec la Chancelière toujours et avec le Président POUTINE pour envisager une nouvelle rencontre qui pourrait avoir lieu à Paris, dans le cadre du « format Normandie. »

La crise ukrainienne a des effets délétères, sur le plan politique. Les relations entre la Russie et l'Europe sont gelées, au plan économique, avec des sanctions qui ont des conséquences pour les Russes, mais aussi pour les Européens. Nous le voyons bien en matière agricole et sur le plan humanitaire, avec une situation qui ne cesse de se dégrader.

La France veut maintenir avec la Russie un dialogue sincère, conforme à l'Histoire, conforme à la nature de notre relation, aux intérêts communs que nous avons dans le monde. La France veut agir comme elle l'a toujours fait, à la fois en solidarité avec ses partenaires et en toute indépendance.

En septembre 2014, j'avais suspendu la livraison du premier bateau Mistral à la Russie, parce que la situation était celle d'un conflit. Un an après, la France ne pouvait évidemment pas livrer un instrument de projection de force à la Russie dans le contexte que nous connaissons. L'affaire a été traitée avec un grand sens des responsabilités de part et d'autre, dans le respect mutuel. Je m'en suis entretenu à plusieurs reprises avec le Président POUTINE.

Nous avons pu négocier des conditions favorables, en ce qui nous concerne, en évitant des pénalités et en nous laissant le libre choix des nouveaux acquéreurs, qui sont d'ailleurs un certain nombre à s'être manifestés. J'invite d'ailleurs aussi ceux – il y en a toujours – qui annonçaient la fin de la crédibilité de la France comme exportateur de matériels militaires, à consulter les chiffres. Jamais les produits français, pas seulement les Rafale, par leur technologie, ont fait l'objet d'autant de sollicitations.

Il ne s'agit pas non plus, parce que nous sommes un pays qui fabrique des armements et les exporte, d'abandonner nos convictions et nos principes. Les droits de l'Homme, la démocratie, la lutte contre la corruption sont en toutes occasions rappelés dans mes déplacements, par moi-même, par le Premier ministre, par les membres du Gouvernement. C'est ce qui fait que nous sommes un pays respecté, en position centrale, capable de parler avec tous.

C'est sûrement ce statut qui nous a valu l'honneur d'organiser la Conférence sur le climat. C'est donc un défi majeur que de réussir ce rendez-vous. Les signaux positifs sont là, nous avançons. Les Etats-Unis ont présenté un plan courageux, le Président OBAMA s'est engagé personnellement pour la transition énergétique, l'économie bas carbone. Le Premier ministre chinois a annoncé depuis Paris, dans cette salle même, une contribution sérieuse de son pays à la réduction des émissions de CO₂.

L'Europe a pris des engagements qui correspondaient aux objectifs qui étaient les nôtres. La loi sur la transition énergétique a été regardée comme un texte exemplaire. Au moment où je m'exprime, 56 pays représentant plus de 60 % d'émissions de gaz à effet de serre ont soumis leur contribution. J'appelle tous les autres, il y en a encore beaucoup, à le faire.

Il y a également l'expression des consciences, et la voix du Pape a été particulièrement entendue à travers son encyclique. Qu'il puisse venir à l'assemblée générale des Nations Unies pour rééditer son appel est un appui important. Il y a également la mobilisation de beaucoup d'acteurs, organisations non gouvernementales, nous n'avons pas de doutes à ce sujet. De grandes associations, sociétés civiles, mais également les collectivités locales, nombreuses, ont pris l'initiative. Les entreprises sont conscientes maintenant que ce sera un enjeu pour leur compétitivité ou pour leur avenir.

Cette mobilisation a produit des résultats, mais ils ne sont pas suffisants. Il ne faut rien relâcher. Je sais les efforts de Laurent FABIUS pour aller partout où cela est nécessaire. Ségolène ROYAL est également allée en Afrique, les ministres sont pleinement engagés, et je sais qu'ici, notre réseau d'ambassadeurs a la volonté de convaincre et d'informer. Je me

rendrai moi-même à Pékin au début du mois de novembre, pour travailler avec le Président chinois à une nouvelle avancée.

J'irai également à Séoul. Séoul, où siège le Fonds Vert, car nous savons que la question des financements va être essentielle. En ce qui concerne la négociation elle-même, les coprésidents du groupe de travail chargés de présenter le projet d'accord ont soumis le 24 juillet un texte, mieux structuré, resserré, qui permettra d'avoir une discussion lors de la session qui va s'ouvrir à Bonn dans quelques jours. Voilà, nous avançons.

Je l'ai dit, le plus difficile reste à venir, c'est-à-dire l'accord lui-même. Nous devons donc accélérer. Lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, nous voulons, avec le secrétaire général Ban KIMOON, qui sera avec nous aujourd'hui, organiser une réunion de chefs d'Etat et de Gouvernement permettant justement de créer la mobilisation et de donner l'impulsion nécessaire. L'objectif n'est pas de nous substituer à la négociation elle-même mais de fixer le niveau d'ambition globale et les moyens pour y parvenir.

A la Conférence de Paris, j'ai pensé que le mieux était d'inviter les chefs d'Etat et de Gouvernement au tout début de la Conférence, pas à la fin. A la fin, il est parfois trop tard et même leurs incantations ne suffisent plus à convaincre et à conclure. Cela sera donc au début de la conférence, c'est l'expérience que nous avons tirée de Copenhague. Je connais néanmoins les obstacles qui sont encore devant nous. D'abord, de nombreux de pays en développement ou émergents s'inquiètent des effets de la lutte contre le changement climatique par rapport à leur propre croissance. Nous devons donc les rassurer et leur apporter tout de suite des solutions technologiques, notamment pour l'énergie.

Nous devons démontrer que les solutions existent pour concilier tous les objectifs. Avec l'Inde par exemple, nous avons mis en place un plan pour le solaire, parce que nous savons que ce grand pays veut faire du solaire sa priorité. Nous avons également, avec l'Afrique un grand plan sur les énergies renouvelables. Nous devons aussi écouter les pays vulnérables. Il y a quelques mois, nous étions aux Philippines, avec Nicolas HULOT, dont je salue l'inlassable engagement. Nous avons justement voulu adresser un appel, l'appel de Manille, pour montrer que ces catastrophes peuvent d'abord toucher les pays les plus vulnérables, mais que tous les continents sont concernés.

Je suis également allé dans le Pacifique, dans les Caraïbes, pour porter le message des Etats insulaires pour lesquels la Conférence de Paris n'est pas une négociation comme les autres, parce que c'est de leur propre avenir, dans dix ans ou dans vingt ans, qu'il est question. Si nous voulons réussir Paris, il faudra des engagements politiques sans doute, un accord, il y faudra des financements. C'est là que nous devons mobiliser toutes les solutions et les énergies. Cent milliards de dollars pour 2020.

C'était déjà une promesse qui n'a pas été tenue, cela doit être maintenant une obligation. C'est absolument indispensable pour qu'il y ait un accord. Sans les cent milliards, il n'y aura pas

d'accord à Paris. Parce que ces sommes-là sont absolument indispensables pour les efforts d'adaptation et pour les transferts de technologies.

Nous avons également eu le Sommet d'Addis-Abeba, qui a été, là aussi, un moment important pour le financement du développement. Là aussi, il y aura des effets pour la Conférence de Paris.

Je veux saisir cette occasion pour dire que notre politique développement doit évoluer, doit être réformée et que les outils qui, aujourd'hui, sont au service de cette politique doivent être encore renforcés. J'ai donc décidé, en liaison avec le ministre des Affaires étrangères et le ministre des Finances, une réforme importante en rapprochant l'Agence française du développement, du groupe de la Caisse des dépôts.

L'agence s'appuiera sur la puissance financière combinée de la CAISSE DES DEPÔTS et de l'Etat. Nous aurons ainsi, comme d'ailleurs d'autres pays l'ont fait avant nous, – en Allemagne, en Italie – une véritable agence de financement, qui sera mieux dotée, mieux équipée, et qui sera en plus liée aux collectivités locales et aux entreprises, à l'exemple de ce que fait déjà pour le financement intérieur la BPI.

L'Agence française de développement y gagnera un ancrage, y gagnera également des ressources, et sera dotée d'un nouveau projet, avec de nouveaux moyens, au service du développement de la transition énergétique et du rayonnement de la France.

Le monde que nous connaissons connaît des crises, connaît, hélas, des guerres, a des défis à relever, et reste profondément instable. Nous en avons encore une illustration avec les mouvements boursiers de ces derniers jours et qui concernent les pays asiatiques et plus particulièrement la Chine.

La crise des subprimes a laissé des traces profondes, elle n'a été surmontée qu'avec du temps, des corrections qui ont coûté cher, en termes de croissance, de niveau de vie, pour les populations. Des décisions ont été prises, des pare-feu ont été installés, en Europe avec l'Union bancaire, mais aujourd'hui ce sont les marchés asiatiques qui sont les plus exposés, après une vague de spéculations qui était – d'ailleurs comme toute spéculation – déconnectée de l'économie réelle, pourtant vigoureuse, en Chine et dans les pays asiatiques. Nous devons regarder cette difficulté, ne pas la nier, et en même temps être capable de savoir ce qu'elle peut représenter, et dans la durée, et dans l'espace. Je fais confiance aux autorités chinoises pour surmonter cette crise boursière. Elles ont les moyens d'agir, et la croissance chinoise, même si elle se ralentit, reste à un niveau particulièrement enviable. Je ne veux pas ici donner le taux de croissance pour ne pas trop influencer le nôtre.

Notre volonté c'est d'engager la Chine à prendre toutes ses responsabilités, dans la gouvernance mondiale, dans la mise en place des mécanismes. La Chine est la deuxième économie du monde, forcément, elle doit aussi s'adapter, adapter ses marchés de capitaux,

adapter son organisation, adapter aussi sa croissance au niveau des objectifs qui peuvent être ceux du monde entier, et notamment pour la régulation des monnaies et la régulation des mouvements financiers.

La Chine doit être associée à la gouvernance mondiale. Elle va présider d'ailleurs l'an prochain le G20, et la France a pris la décision de prendre part à la Banque Asiatique pour les Infrastructures, une nouvelle banque multilatérale, parce que nous voulions justement être partie prenante du développement et des investissements qui ont lieu et auront lieu en Chine.

Je veux terminer mon propos sur l'Europe. J'ai dit quel était aujourd'hui l'enjeu principal : être capable de maîtriser les migrations, dans un contexte de crise internationale, que nous devons régler. Être capable de faire face à des tensions qui sont à l'œuvre et qui peuvent être exploitées – on le sait bien – par des mouvements extrémistes. Être capable à la fois de rassurer, de protéger. C'est notre devoir de protéger. Protéger nos territoires, protéger nos populations, et en même temps d'être conforme à nos principes, humanité et fermeté. Le faire en tant que pays qui a à prendre sa propre responsabilité, le faire dans l'Europe, pour l'Europe, avec l'Europe, et c'est le sens de la réunion du Conseil européen qui doit prendre les décisions qui s'imposent, à partir des propositions que nous avons élaborées et que d'autres, encore, peuvent enrichir.

Il y a aussi la croissance en Europe. Les signes d'amélioration, là aussi, sont perceptibles. Il y a eu une réorientation, plus vers la croissance que ce qui était jusqu'alors considéré. Le plan JUNCKER a été lancé.

Et en même temps l'Europe a vécu une nouvelle crise, en tout cas de nouveaux tourments, avec la Grèce. Les choix qui ont été faits, après de longues discussions, là encore des nuits entières, ont correspondu aux principes que j'avais posés dès le début de la négociation. La Grèce est restée dans la zone euro, un programme financier a été mis en place par les institutions pour favoriser son retour à la croissance et, à terme, limiter son endettement. Alexis TSIPRAS a pris des décisions courageuses, il aurait pu faire d'autres choix, certains lui proposaient de sortir de la zone euro, dévaluer une monnaie qui aurait été réintroduite, une monnaie nationale, être obligé de faire un programme, des ajustements encore plus sévères, écarter son pays du mouvement général, chercher des alliances improbables, avec des pays qui n'auraient pas – au-delà même de leur solidarité – pu lui apporter les fonds nécessaires. Il ne voulait pas renoncer à ses principes de justice, de réformes et de progrès, et la France ne lui demandait pas de le faire, car l'Europe ne peut pas être une Europe qui voudrait imposer une ligne politique, simplement une nécessité de prendre en compte la réalité. Alexis TSIPRAS a donc pris des décisions courageuses aussi bien économiquement que politiquement, il a saisi son peuple et il aura la réponse.

Nous devons en tirer pour nous-mêmes des leçons. Je ne parle pas des leçons pour savoir s'il faut s'adapter ou pas à la réalité, s'il faut gouverner ou pas ; à un moment la politique c'est fait pour gouverner et pour diriger, ou alors c'est une autre conception, qui est celle de la résistance ou de la protestation.

Mais nous devons tirer des leçons aussi pour ce que doit être l'Union économique et monétaire. On ne peut pas être simplement un espace économique, avec des règles minimales, et avec une solidarité qui ne peut s'exprimer que dans les crises. Nous devons donner une nouvelle perspective pour l'Europe, sinon, on le voit bien, c'est le repli national qui l'emportera, c'est la montée des égoïsmes, ce sera donc l'abandon du projet européen.

Alors il revient à la France, toujours à sa place, avec ses partenaires, et notamment l'Allemagne, de proposer et d'aller de l'avant. J'ai évoqué la formation d'un gouvernement économique, pour qu'il puisse avoir justement la force, à la fois de faire respecter les engagements, les règles qui sont admises par tous, mais aussi d'agir dans l'intérêt de la zone euro.

Nous devons dans un premier temps rester dans le cadre des traités actuels, surtout à un moment où certains demandent de les renégocier.

Je propose de nous fixer l'objectif d'assurer dans la zone euro les meilleures conditions d'investissements et de financements que l'Europe peut présenter au monde. Elle en a tous les atouts si elle harmonise ses dispositifs. L'Union bancaire est un premier pilier.

Nous devons aussi donner à la zone euro plus de capacités pour agir, ce qui veut dire des mécanismes qui doivent être simplifiés, mis en cohérence, et une gouvernance – notamment l'Eurogroupe – qui doit être plus efficace, plus lisible, et d'une certaine façon, plus démocratique, avec l'objectif de règles de majorité.

Dans ce cadre, il peut y avoir une convergence fiscale et sociale, entre les économies, et nous pouvons aussi revendiquer des droits supplémentaires, et notamment en matière de droit du travail, pour que, en Europe, il puisse y avoir des règles communes et éviter les dumpings.

Dans un second temps, l'Europe, par la zone euro, peut avoir un budget supplémentaire, un budget propre, pour faire les investissements nécessaires, pour la transition énergétique, pour le numérique, pour l'emploi des jeunes. Nous devons donc réfléchir à de nouvelles ressources, à des garanties, pour alimenter ce budget de la zone, avec un contrôle parlementaire qui est forcément nécessaire, dès lors qu'il y a des ressources et des investissements qui sont prévus.

Bien sûr que plusieurs Etats peuvent ne pas s'engager dans cette voie. D'abord ceux qui ne sont pas dans la zone euro, et qui n'entendent pas y venir, et puis d'autres, qui sont dans la zone euro, qui ne veulent pas forcément aller aussi vite que nous, c'est ce que j'ai appelé « l'intégration différenciée ».

En même temps, nous devons donner une perspective à l'Europe toute entière. Cette perspective, c'est d'être capable d'être un espace de droits, de principes, mais qui protège, qui protège les peuples, qui protège les emplois, qui donne aussi davantage de chance à la croissance, ce qui suppose de l'investissement, de la compétitivité et de l'innovation.

Il y a également la question du Royaume-Uni. Question qui n'est pas nouvelle, mais qui a été relancée à travers la proposition de référendum. La position de la France est simple. Elle souhaite que le Royaume-Uni reste dans l'Union européenne. Je considère que c'est son intérêt, c'est aussi l'intérêt de l'Union, mais tout cela doit se faire avec le socle commun des traités.

Mesdames, Messieurs les ambassadeurs, l'action extérieure de la France est au service des objectifs que nous avons fixés pour la réussite de notre pays. Il n'y a pas une dissociation entre la politique extérieure et la politique intérieure. Ce que nous voulons, au-delà de nos sensibilités, c'est assurer le rayonnement de notre pays, son influence. Nous sommes encore une des rares nations au monde capable de donner une direction, de prendre des initiatives, d'engager des processus, d'éviter parfois le pire et de trouver des solutions. Notre pays a vocation à assurer son rayonnement, mais aussi ses intérêts économiques, et sa sécurité. 2,5 millions de Français vivent à l'étranger et je salue ici ceux qui les représentent. Ces citoyens, expatriés, comptent sur vous, le réseau diplomatique et consulaire, pour défendre leurs intérêts, non seulement lorsqu'ils sont en détresse, mais lorsqu'ils sont en mouvement, pour leurs projets. Il est important de répondre à leurs demandes, car ces Français, loin de la France, mais qui sont liés charnellement à la France, assurent le développement économique de notre pays, son rayonnement culturel, et constituent une force pour la France. Ils doivent se sentir pleinement soutenus.

Grâce à nos entreprises, et c'était l'enjeu de la diplomatie économique, nous remportons des marchés qui renforcent notre économie, et je vous demande d'exercer pleinement votre autorité sur l'ensemble des services et opérateurs à votre disposition, pour appuyer chaque jour la démarche des entrepreneurs.

Je salue aussi le rôle du réseau culturel, scientifique, éducatif, universitaire, à l'étranger. Avec le Premier ministre, les ministres qui se déplacent, nous avons l'occasion de saluer ces établissements, les personnels qui s'y dévouent. C'est considérable, peu de pays ont cette capacité. Le nôtre a davantage d'ambitions car il veut faire rayonner la francophonie, mais c'est plus que cela, faire parler en français, faire écrire en français, accueillir toutes les cultures, y compris dans nos établissements. C'est faire en sorte que la France puisse être pleinement attendue, regardée, espérée, et de ce point de vue ce que vous faites, ce que ce réseau est capable de promouvoir, est essentiel pour l'idée de la France.

Nous avons également comme volonté d'accueillir des artistes, des étudiants, des chercheurs, des entrepreneurs. Nous avons simplifié le système des visas, j'en remercie les ministres qui ont été à cette initiative. La France, même si elle affronte le terrorisme, même si elle doit maîtriser les migrations, même si elle doit faire son devoir pour les réfugiés, la France, elle a une vocation universelle. Elle ne doit pas se recroqueviller sur elle-même, elle ne doit pas avoir peur de faire en sorte que les meilleurs esprits viennent vers nous pour nous apporter ce qu'ils ont conçu chez eux et qu'ils veulent offrir au monde à travers la France. Ce qui se joue c'est la bataille des idées, et une fois encore la France doit être au premier rang.

La promotion de notre pays est une composante du travail diplomatique, je sais que c'est le travail qui vous a été confié. L'attractivité du territoire doit notamment favoriser les investissements porteurs d'innovations et d'emplois.

Il y a aussi le tourisme, qui est tout simplement la valorisation de nos paysages, de notre patrimoine, mais aussi des professionnels qui s'y dévouent et je n'oublie pas la gastronomie.

Plus de 85 millions de visiteurs cette année. On annonce une année record et la France est la première destination au monde. Nous devons faire de cette situation qui est finalement le produit aussi de tous les professionnels qui s'y engagent, une force et un atout.

Laurent FABIUS a engagé une réforme de notre action extérieure et je veux ici l'évoquer. C'est un chantier important parce que la France porte une politique extérieure qui va au-delà de la défense de ses seuls intérêts. Par l'histoire, par la place que nous occupons, par notre propre volonté, par notre caractère exemplaire, – j'ai évoqué la transition énergétique – nous avons une capacité à agir, dès lors que nous y mettons les moyens. Agir pour nous, pour nos intérêts, pour la sécurité des Français, agir aussi pour les idéaux que nous portons et pour la préservation de la planète. C'est ce que nous faisons à travers la Conférence sur le climat. J'y reviens parce que cette réussite, elle est indissociable de notre action pour le développement, pour la sécurité, et pour la paix.

C'est parce que nous portons ces valeurs que les terroristes veulent nous frapper, mais c'est parce que nous sommes dépositaires de cette grande idée de progrès, j'allais dire de cette grande idée de la France pour le monde, que beaucoup de pays nous marquent leur solidarité et que beaucoup de peuples nous témoignent leur reconnaissance.

C'est parce que nous sommes conscients de nos responsabilités que nous devons encore travailler pour assurer le rayonnement de la France.

Merci.